

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 08/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BREGER CENTRE SAS
8 ROUTE DE MALAY LE GRAND
89100 Maillot

Références : / 240304
Code AIOT : 0005401290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement BREGER CENTRE SAS implanté 8 ROUTE DE MALAY LE GRAND 89100 Maillot.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BREGER CENTRE SAS
- 8 ROUTE DE MALAY LE GRAND 89100 Maillot
- Code AIOT : 0005401290 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société BREGER est une installation d'impression de cartons et de sachets d'emballages située sur le territoire de la commune de Maillot. Elle emploie une cinquantaine de salariés. Depuis 2018, l'exploitant a réalisé de nombreux investissements de remise en conformité et de modernisation du site.
Elle s'étend sur une superficie de 30 000 m2, dont 7 000 m2 couvert.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Echéance IED
- Bilan environnemental
- Rejets atmosphériques
- Contrôles inopinés
- Niveaux sonores
- Plan de gestion des solvants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de la visite sur site, il a été constaté que plusieurs fûts et bidons vides de produits situés à l'extérieur n'étaient pas sur rétention ni protégés des eaux météoriques, notamment ceux à coté de la zone de stockage des solvants et préparation des encres (laquelle est sur rétention).

Plusieurs zones de stockage sont disposées au sein de l'établissement.

Les bennes de stockage extérieur des ferrailles ne sont pas protégées des eaux météoriques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 Mois
5	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 8.1.3	Demande d'action corrective	3 Mois
6	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.1	Demande d'action corrective	1 Mois
8	Traitement des fumées – conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	1 Mois
10	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Demande d'action corrective	3 Mois
12	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
----	-------------------	-------------------------	-------------------

2	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.8.1	
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 3.2.4	
4	Contrôles inopinés	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 8.1.3	
7	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.1	
9	Traitement des fumées – entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- Réaliser un porté à connaissance projet de réaménagement de l'atelier 2 et des bureaux et pour nouvelle technologie d'impression,
- Établir un plan de gestion des odeurs,
- Mettre en place des indicateurs de suivi du plan d'efficacité énergétique,
- Réaliser une étude des niveaux sonores afin de vérifier la pertinence des actions mises en œuvre,
- Intégrer la vérification basse des aérations dans le plan de maintenance prévention par machine,
- Indiquer dans le plan de gestion des solvants les constats liés aux modifications apportées, notamment en terme de réduction,
- Réaliser régulièrement des campagnes de recherche de fuites par ultrasons,
- Élaborer une consigne pour la gestion des eaux en cas d'intempérie,
- Élaborer une consigne d'arrêt d'urgence,
- Prévoir dans le registre des incidents les causes et les solutions apportées,
- S'assurer que l'ensemble des fûts et bidons extérieurs soient sur rétention et protégés des eaux météoriques,
- Mettre en place une bordure afin de pouvoir récupérer les eaux de ruissellement des bidons et des fûts s'évacuant vers la zone de rétention de la zone de stockage des solvants et préparation des encres,
- Mettre les bennes de stockage extérieur des ferrailles sur rétention et les protéger des eaux météoriques,
- Regrouper les zones déchets dans une seule et même zone, zone qui sera sous rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative - Situation administrative
Prescription contrôlée :

AUTORISATION

3670 Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.

=> 230 tonnes par an.

2450.2 Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que le métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante.

A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :a) Supérieure à 200 kg/j

=> Impression par héliogravure et contrecollage (Quantité totale de produits consommés de 2900 kg/j)

DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE

2910.a Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.

=> Une chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance unitaire de 1,45 MW et un incinérateur de COV de 1,2 MW, soit une puissance thermique maximale de 2,65 MW.

4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3Quantité maximale de produits: 77,5 tonnes.

Quantité maximale de déchets: 5 tonnes.

=> Soit 82,5 tonnes.

DÉCLARATION

2915 Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur- des corps organiques combustibles2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation étant supérieure à 250 l.

=>Chaudière à fluide caloporteur huile.

2445.2 Transformation de papier, carton2. Supérieur à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j.

=> Transformation, découpe, collage des emballages, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 15 tonnes par jour.

2661.2 Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique.

=> Façonnage, découpe, collage des emballages, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 15 tonnes par jour.

2663.2 Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état non alvéolaire.

=> Stockage des matières premières (bobines neutres), des produits semi-finis (en attente de transformation) et des produits finis, le volume susceptible d'être stocké étant de 1 500 m3.

NON CONCERNE

4510 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

=> 6,6 tonnes.

4511 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.

=> 0,6 tonnes.

1185-2 Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe 1 du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (UE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/20092. Emploi dans des équipements clos en exploitation.

=> 68,25 kg de réfrigérant (R407c-R410a).

Constats :

L'établissement est soumis à :

AUTORISATION

3670 Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.

=> 230 tonnes par an ;

2450.2 Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que le métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante.

A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique , héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :a) Supérieure à 200 kg/j.

=> Impression par héliogravure et contrecollage (Quantité totale de produits consommés de 2900 kg/j).

DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE

2910.a Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.

=> Une chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance unitaire de 1,45 MW et un incinérateur de COV de 1,2 MW, soit une puissance thermique maximale de 2,65 MW.

4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3

=> Quantité maximale de produits: 77,5 tonnes.

=> Quantité maximale de déchets: 5 tonnes.

=> Soit 82,5 tonnes.

DÉCLARATION

2915 Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur- des corps organiques combustibles2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation étant supérieure à 250 l.

=>Chaudière à fluide caloporteur huile.

2445.2 Transformation de papier, carton2. Supérieur à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j

=> Transformation, découpe, collage des emballages, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 15 tonnes par jour.

2661.2 Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique

=> Façonnage, découpe, collage des emballages, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 15 tonnes par jour.

2663.2 Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état non alvéolaire

=> Stockage des matières premières (bobines neutres), des produits semi-finis (en attente de transformation) et des produits finis, le volume susceptible d'être stocké étant de 1 500 m3.

L'exploitant a réalisé sa déclaration GEREPE et GIDAF.

Toutefois, dans le cadre du suivi IED, il n'a pas répondu aux échéances qui lui étaient fixées :

- 2.9 Surveillance

2.9.5.1.3 Réduction de la consommation énergétique du système de réduction des COV. Afin de réduire la consommation énergétique du système de réduction des COV, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.

- a) Maintien de la concentration de COV dans les effluents gazeux envoyés vers le système de traitement au moyens de ventilateurs à variateur de fréquence.
- b) Concentration interne des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux.
- c) Concentration externe, par adsorption, des solvants organiques dans les effluents gazeux.
- d) Chambre de détente (plénum) pour réduire le volume de gaz résiduaire.

=> L'exploitant devait :

- réduire la consommation énergétique du système de réduction des COV - Sujet toujours en réflexion. L'échéance du 31/01/2024 n'a pas été respectée. Il doit l'adresser dans un délai de 3 mois.
- établir un dossier de porté à connaissance (projet de réaménagement de l'atelier 2 et des bureaux et étude en cours pour nouvelle technologie d'impression). - En cours de finalisation. L'échéance du 31/01/2024 n'a pas été respectée. Il doit l'adresser dans un délai de 3 mois.
- réaliser une étude sanitaire afin de vérifier l'impact des changements sur l'environnement - l'exploitant a adressé l'étude.

- Odeur

L'exploitant évite ou réduit les dégagements d'odeurs. Il établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir le point 2.1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier,
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser

les contributions de la ou des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

=> L'exploitant devait :

établir un plan de gestion des odeurs. Plan non élaboré. L'échéance du 31/01/2024 n'a pas été respectée. Il doit adresser à l'inspection un plan de gestion des odeurs dans un délai de 3 mois.

- Efficacité énergétique MTD 19

L'exploitant utilise efficacement l'énergie par la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique et d'un bilan énergétique tels que décrits ci-dessous au a et au b :

- Techniques de gestion a) à b)

Un plan d'efficacité énergétique fait partie du système de management environnemental et implique de définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), de déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés (par exemple, MWh/tonne de produits) et de prévoir les objectifs d'amélioration périodique et les actions connexes.

Le plan est adapté aux spécificités de l'unité sur les plans du ou des procédés mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc.

- Établissement, une fois par an, d'un bilan énergétique fournissant une répartition entre la consommation et la production d'énergie (y compris l'exportation d'énergie) par type de source (par exemple, électricité, combustibles fossiles, énergies renouvelables, chaleur importée et/ou refroidissement). Comprend notamment :

i) la définition du périmètre de l'énergie couvrant l'activité STS ;

ii) des informations sur la consommation d'énergie exprimée en énergie fournie ;

iii) des informations sur l'énergie exportée à partir de l'unité ;

iv) des informations sur le flux d'énergie (par exemple, diagrammes thermiques ou bilans énergétiques) montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.

Le bilan énergétique est adapté aux spécificités de l'unité quant au(x) procédé(s) mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc.

=> L'exploitant devait :

- mettre en place des indicateurs de suivi de l'efficacité énergétique. Ce point devait être finalisé le 31/12/2023. L'échéance du 31/12/2023 n'a pas été respectée. Un stagiaire a été recruté. Une de ces missions sera de mettre en place ces indicateurs.
- mettre en place des dispositifs de compensation de l'énergie réactive (batteries de condensateurs) dans un délai de 3 mois (31/12/2024) L'échéance du 31/12/2023 n'a pas été respectée. L'exploitant a fait réaliser une étude. La solution proposée n'est pas valable économiquement.

- Techniques liées au procédé c) à h)

c) Isolation thermique des réservoirs et cuves contenant des liquides refroidis ou chauffés, d)Récupération de chaleur par cogénération ;

e)Récupération de la chaleur des flux de gaz chauds ;

- f) Réglage du débit de l'air de procédé et des effluents gazeux ;
- g) Remise en circulation de l'effluent gazeux de la cabine de pulvérisation ;
- h) Utilisation d'un turbulateur pour optimiser la circulation d'air chaud dans une cabine de séchage.

- L'exploitant devait :

- * mettre en place un calorifugeage ;
- * réaliser régulièrement des campagnes de recherche de fuites par ultrasons.

L'échéance du 31/12/2023 a été respectée. L'exploitant doit adresser à l'inspection les rapports de recherche de fuite. De plus, il a indiqué avoir calorifuger le réseau froid, ainsi que tous les points singuliers du site.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques - Bilan environnement annuel
Prescription contrôlée : <div><p>L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p><ul style="list-style-type: none">• des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,• de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées (GEREP).</div>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le bilan environnemental 2023 intégrant les consommations d'eau provenant du réseau public.</p> <p>Il devra transmettre à l'inspection au plus tard le 01 avril de chaque année le bilan environnement portant sur l'année précédente.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),- à une teneur en O2 de référence précisée dans les tableaux ci-dessous. <p>Conduit 1 : incinérateur COV.</p> <p>O2 => correspondant à celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.</p> <p>Méthane => 50 mg/Nm3.</p> <p>Nox en équivalent NO2 => 100 mg/Nm3.</p> <p>CO => 100 mg/Nm3.</p> <p>COV totaux non méthanique en eq. C => 20 mg/Nm3.</p> <p>COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F => 2 mg/m3 si flux supérieur ou égal à 10 g/h.</p> <p>Conduit 2: chaudière gaz.</p> <p>O2 => 3 %.</p> <p>SO2 => 35 mg/Nm3.</p> <p>Nox => 100 mg/Nm3.</p> <p>Poussières => 5 mg/Nm3.</p> <p>CO => 100 mg/Nm3 (à compter du 01/01/2030).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de mesure des rejets atmosphériques du 29/04/2022, du 13/04/2023, et 05/03/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Incinérateur COV AMONT => Aucun dépassement n'est à signaler, respect des VLE.• Incinérateur COV AVAL => Aucun dépassement n'est à signaler, respect des VLE. <p>Les résultats sont conformes.</p>


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 4 : Contrôles inopinés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques - Contrôles inopinés
Prescription contrôlée : <div>L'exploitant doit établir une convention avec un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, afin de permettre à cette dernière, pour les émissions atmosphériques des conduits n°s 1 et 2 de déclencher des contrôles inopinés. Les frais qui résultent de ces contrôles inopinés sont à la charge de l'exploitant. Cette convention dûment renseignée doit être fournie à l'inspection des installations classées au plus tard deux mois après la notification du présent arrêté.</div>
Constats : <p>Lors de la dernière inspection du 07/06/2021, l'exploitant devait investiguer et mettre en place un plan d'action afin de remettre en conformité les rejets atmosphériques de l'incinérateur.</p> <p>Un plan d'action a été réalisé. Les valeurs des rejets atmosphériques de l'incinérateur sont conformes.</p> <p>Une convention avec un organisme extérieur pour les conduits n°s 1 et 2 du 15/12/2017 a été transmise à l'inspection.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques - Auto-surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : <div>Une mesure de la situation acoustique est à réaliser a minima tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</div>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de mesure du bruit de juin 2021 (l'avant dernière datait de 2014). Les résultats en limite de propriété (4 points de mesures) sont conformes. Toutefois les résultats de mesures en zone à émergence réglementée en période de jour pour le point 4 est non conforme (+6 au lieu de +5).</p> <p>L'exploitant indique ne pas savoir de quoi cela peut provenir. Il recherchera des solutions à mettre en œuvre et fera réaliser une étude des niveaux sonores afin de vérifier la pertinence des actions mises en œuvre.</p> <p>Il adressera ces résultats à l'inspection.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois


N° 6 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques - Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : <div>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</div>
Constats : <p>Les différents points d'émission sont captés et canalisés pour chaque process. 2 émissaires sont identifiés (machine impression / avec incinérateur, et laverie).</p> <p>Les points hauts d'émission sont captés et canalisés. Les résultats sont consignés dans un registre. Un plan de maintenance préventive par machine définit les contrôles à réaliser. La vérification basse des aérations où se situent des encriers n'a pas été intégrée dans ce plan.</p> <p>L'exploitant doit intégrer cette vérification et l'adresser à l'inspection.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 7 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques - Émissions diffuses
Prescription contrôlée : <div>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</div>
Constats : <p>La préparation des encres est réalisée dans une station de dosage dans un local fermé.</p> <p>Les solvants, huiles et encres sont stockés dans un local fermé à l'écart de l'installation.</p> <p>Aucune poussière n'est émise.</p> <p>Le bâtiment est sur rétention.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Traitement des fumées – conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques - Traitement des fumées – conception
Prescription contrôlée : <div>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</div>
Constats : <p>L'exploitant gère ses installations par un cahier de maintenance préventive. Toutes les vérifications sont consignées.</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation des installations.</p> <p>Une consigne d'arrêt d'urgence n'a pas été transmise.</p> <p>A ce jour, aucun incident n'est à déplorer.</p> <p>Un registre a été mis en place récemment et est géré par la responsable QSE. Celui-ci indique la date, les produits ou procédés de fabrication utilisés et les conséquences potentielles. L'exploitant devra indiquer dans le registre les causes et solutions apportées.</p> <p>Il devra établir une consigne en cas d'arrêt d'urgence.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 9 : Traitement des fumées – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques - Traitement des fumées – entretien
Prescription contrôlée : <div><p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p></div>
Constats : <p>La préparation des encres est réalisée dans une station de dosage dans un local fermé.</p> <p>Les solvants, huiles et encres sont stockés dans un local fermé à l'écart de l'installation.</p> <p>Le bâtiment est sur rétention.</p> <p>Aucune poussière n'est émise.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Risques chroniques - Traitement des fumées - matériel disponible
Prescription contrôlée : <div>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</div>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'absorbant et de chiffon d'absorption en grande quantité. Les absorbants sont gérés par le service maintenance et les chiffons par un prestataire. Le bâtiment est sur rétention. Il dispose également de barrière de confinement.</p> <p>Une procédure en cas de déversement accidentelle du 28/02/2018.</p> <p>Il a transmis une information en cas d'intempérie lorsque le niveau d'eau augmente dans le bassin de rétention d'eau.</p> <p>L'exploitant doit établir une consigne de gestion de l'eau en cas d'intempérie.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 11 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1

Thème(s) : Risques chroniques - Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'exploitant a transmis un plan de gestion des solvants 2023 datant du 31/03/2024. Les solvants utilisés par la société BREGER CENTRE sont des composés Organiques Volatils (COV).

- 2018

Démantèlement machine en 2018 (car nouveau procédé de fabrication).

Procédé de fabrication sur machine de complexage sans solvant pour la partie collage et le laquage de l'aluminium.

- 2019

Vente et démantèlement de la machine DM01 (en mai 2019) - Cessation partielle d'activité.

- 2020

PAC pour des travaux (après permis de construire).

Nouveaux bâtiment rénovés et construits.

- 2021

Nouveaux bâtiments en service, mais aucun résultat (rapport APAVE en 2021 n'ont pas pu être exploités) => POURQUOI ?? (valeurs à zéro).

- 2022

Etude en cours pour le nouveau projet de réaménagement.

- 2023

projet de réaménagement de l'atelier 2 et des bureaux et étude en cours pour nouvelle technologie d'impression.

L'établissement doit finaliser en 2023 le projet de réaménagement de l'atelier 2 et des bureaux et étude en cours pour nouvelle technologie d'impression.

Un porter à connaissance sera établi.

L'inspection demande à l'exploitant d'indiquer dans le plan de gestion des solvants les constats liés aux modifications apportées, notamment en terme de réduction.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 12 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques - Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
Constats : Lors de la visite sur site, il a été constaté que plusieurs fûts et bidons vides de produits situés à l'extérieur n'étaient pas sur rétention ni protégés des eaux météoriques, notamment ceux à coté de la zone de stockage des solvants et préparation des encres (laquelle est sur rétention). L'inspection demande que cette zone soit protégée contre les eaux météoriques et qu'une bordure soit installée afin de pouvoir récupérer les eaux de ruissellement des bidons et des fûts, eau récupérée et s'évacuant vers la zone de rétention. Les bennes de stockage extérieur des ferrailles ne sont pas sur rétention ni protégés des eaux météoriques. L'exploitant doit mettre les bennes ferrailles sur rétention et les protéger des eaux météoriques. Plusieurs zones de stockage sont disposées au sein de l'établissement. L'inspection demande que les bennes déchets soient regroupées dans une seule et même zone, zone qui sera sous rétention.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois